



L'Organisation non gouvernementale Human Rights Watch vient d'apporter d'autres précisions après le massacre des jeunes écoliers à Kumba.

Voici le rapport de Human Rights Watch

Des hommes armés ont pris d'assaut une école privée dans la région anglophone du Sud-ouest du Cameroun le 24 octobre 2020, tuant 7 enfants et en blessant au moins 13 autres. Les autorités camerounaises, avec le soutien technique et l'expertise médico-légale des Nations Unies et de l'Union africaine, devraient protéger d'urgence le site, conserver les preuves, mener une enquête crédible et efficace et veiller à ce que les responsables de l'attaque soient tenus de rendre des comptes.

Personne n'a revendiqué la responsabilité des meurtres, mais le gouvernement a accusé les séparatistes armés qui ont appelé au boycott de l'éducation dans les régions anglophones depuis 2017. Le vice-président du gouvernement intérimaire d'Ambazonia, l'un des principaux groupes séparatistes, a déclaré dans un communiqué le 25 octobre que des soldats camerounais ont mené l'attaque. Le jour de l'attaque, le ministre camerounais des communications a annoncé une enquête. Quatre jours plus tard, le ministre a déclaré que les forces de sécurité avaient «neutralisé» un combattant séparatiste qui aurait été parmi les responsables.

«Ce massacre est un sombre rappel du bilan horrible que la crise dans les régions anglophones du Cameroun a eu sur les enfants et leur éducation», a déclaré Ida Sawyer, directrice adjointe de l'Afrique à Human Rights Watch. «Les autorités devraient veiller à ce que l'enquête promise soit indépendante, efficace et impartiale et à ce que les responsables de cette attaque effrontée contre des écoliers soient traduits en justice.» a-t-elle ajouté.

Human Rights Watch a interrogé par téléphone cinq proches des victimes, deux travailleurs médicaux qui ont soigné les blessés, quatre journalistes locaux qui ont rendu compte du massacre, deux enseignants travaillant à Kumba, où l'attaque a eu lieu, et dix habitants de Kumba qui se sont précipités vers l'école pour aider à évacuer les blessés. Human Rights Watch a examiné 48 photographies et séquences vidéo montrant les corps et les suites de l'attaque et a passé en revue plusieurs articles de presse et déclarations de responsables gouvernementaux et de dirigeants séparatistes.

Au moins neuf hommes armés sont arrivés à moto à l'Académie internationale bilingue Mère Francisca, dans le quartier de Fiango à Kumba, vers 11 heures le 24 octobre. Ils sont entrés par effraction dans une salle de classe du deuxième étage et ont ouvert le feu sur des élèves. Ils ont continué à tirer alors que des enfants effrayés couraient pour sauver leur vie, sautant de l'escalier et hurlant.

«Je m'étais réveillé tôt ce samedi pour aller à la ferme», a déclaré à Human Rights Watch un père qui a perdu sa fille de 11 ans. «Ma fille m'a dit: « Au revoir, Papa », et c'est la dernière fois que je l'ai vue vivante. Quand j'ai été informé de la fusillade, j'ai couru à l'école, et là j'ai vu le corps de ma petite fille par terre, la tête arrachée. J'étais choqué.»

L'attaque s'est produite dans une zone peuplée et en plein jour. Les habitants ont déclaré que les forces de sécurité gouvernementales n'étaient pas à proximité à l'époque. Dans son communiqué du 24 octobre, le ministre de la communication a déclaré que l'école «n'avait lancé ses activités qu'à la rentrée 2020/2021, à l'insu des autorités administratives compétentes et ne pouvait pas bénéficier des mêmes mesures de sécurité dont bénéficient les autres écoles.»

Cependant, les habitants de Kumba et les journalistes ont déclaré que l'école était ouverte depuis plusieurs années et que seules les écoles publiques de Kumba, et non les écoles privées, avaient des forces de sécurité à l'extérieur. «Nous ne voulons pas de soldats dans les salles de classe parce que la neutralité des écoles doit être préservée, mais nous méritons une meilleure protection», a déclaré un enseignant travaillant dans une école primaire privée à Kumba.

Le ministre des Communications a déclaré qu'à la suite de l'attaque, «des unités spéciales des forces armées camerounaises se sont engagées à sécuriser la ville de Kumba».

De nombreux proches des victimes et des résidents ont déclaré qu'ils avaient trop peur de nouvelles attaques pour renvoyer leurs enfants à l'école. «Qui oserait envoyer ses enfants à l'école maintenant? Je ne le ferais pas », a déclaré une mère qui vit dans le quartier de Fiango. «Je préfère les garder à la maison à ne rien faire, plutôt que de les envoyer à l'école où ils peuvent être abattus.»

En cas de telles pertes en vies humaines, assurer une enquête efficace est un élément essentiel des obligations du gouvernement en matière de droits humains, non seulement pour rendre justice aux victimes, mais aussi pour dissuader de futures attaques et renforcer la protection du droit à la vie et à l'éducation, a déclaré Rights Watch. Une enquête efficace devrait inclure au minimum la collecte et la conservation des preuves médico-légales de la scène du crime et des victimes, la prise des déclarations de tous les témoins concernés et l'identification de toute documentation visuelle telle que des photos et des séquences vidéo de l'attaque et de ses conséquences.

Le Cameroun devrait s'adresser à l'Union africaine et aux Nations Unies en tant que de besoin pour obtenir un appui technique et une expertise afin d'assurer une enquête efficace. Les autorités devraient également s'abstenir de porter des accusations et des spéculations sans fondement concernant la complicité locale ou communautaire dans l'attaque.

Lors d'une conférence de presse le 24 octobre, Chamberlin Ntou'ou Ndong, officier supérieur du gouvernement pour la division Meme, une zone administrative qui comprend Kumba, a accusé la population locale de complicité avec les assaillants présumés pour avoir «veillé» sans signaler la présence des hommes armés aux forces de sécurité. Le gouverneur de la région du Sud-Ouest s'est rendu à Kumba le 29 octobre et a dit aux femmes là-bas: «Qui sont les tueurs? ... Les tueurs sont vos frères... vos enfants! Mais comme l'a dit un habitant de Kumba: «Ce n'est pas notre faute si l'attaque s'est produite. Il est injuste de blâmer la communauté. Ils [les autorités] nous ont tout simplement laissé tomber.

Le jour de l'attaque, Ntou'ou Ndong a ordonné à la police de Kumba de détenir le propriétaire de l'école et deux de ses enseignants au poste de police de Kumba pour «assurer leur sécurité», invoquant des risques potentiels de représailles de la part de la communauté. Ils restent en détention. Human Rights Watch n'a pas pu confirmer s'ils avaient été inculpés d'une quelconque infraction. Mais les membres de la famille des victimes et les habitants de Kumba ont déclaré qu'il était peu probable que quiconque veuille leur faire du mal. «Il est naïf de dire qu'il s'agit d'une forme de détention préventive car personne ne les blâme pour ce qui s'est passé», a déclaré un habitant.

Trois journalistes qui ont couvert l'attaque et des habitants de Kumba qui se sont rassemblés à l'école après les meurtres ont déclaré que la scène du crime était facilement accessible les 24 et 25 octobre, faisant craindre que des preuves médico-légales aient pu être perdues. "Ce n'était pas bouclé", a déclaré un journaliste. «Je suis entré dans la salle de classe où la fusillade a eu lieu trois ou quatre fois le 25 octobre. Personne ne m'a arrêté et il n'y avait pas de forces de sécurité aux alentours.

Depuis 2017, des groupes séparatistes armés ont imposé un boycott de l'éducation dans les régions anglophones, essayant de faire pression sur le gouvernement pour qu'il soutienne leur appel à l'indépendance des régions anglophones du Cameroun. Les combattants séparatistes ont attaqué des écoles, kidnappé des centaines d'élèves et agressé des élèves et des enseignants pour ne pas avoir répondu à leurs demandes de fermeture des écoles. Ils ont utilisé les écoles comme bases, torturant et retenant des personnes en otage à l'intérieur et à proximité.

Les forces gouvernementales ont également été impliquées dans au moins un incendie criminel dans une école et ont commis d'autres violations graves des droits de l'homme, notamment contre des enfants. Le 14 février, des soldats ont massacré 21 personnes, dont 13 enfants, dans le village de Ngarbuh, région du Nord-Ouest, lors d'une attaque de représailles visant à punir la population accusée d'héberger des combattants séparatistes.

Les attaques contre les écoles, les élèves et les enseignants des régions anglophones ont eu un impact dévastateur sur l'éducation. Selon les Nations Unies, 81% des enfants n'étaient pas scolarisés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pendant l'année scolaire 2019-2020.

L'attaque de Kumba a provoqué un tollé national et international. Le président Paul Biya a déclaré le 31 octobre jour de deuil national. Les Nations Unies, l'Union africaine, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Canada et le pape François ont tous condamné les meurtres. Le porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré que le fait de tuer des enfants et d'attaquer des établissements d'enseignement constituait de graves violations du droit international et que les responsables devaient être tenus pour responsables. Elle a exhorté les autorités camerounaises «à assurer des enquêtes et des poursuites indépendantes et impartiales sur toutes les violations et abus graves» dans les régions anglophones.

En septembre 2018, le Cameroun a annoncé son approbation de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, un engagement politique international visant à protéger l'éducation en temps de conflit et de violence. En juin, en réponse à la gravité et au nombre d'attaques contre les écoles, au meurtre et à la mutilation d'enfants, ainsi qu'au recrutement et à l'utilisation d'enfants, le Secrétaire général de l'ONU a ajouté le Cameroun comme situation préoccupante pour le mécanisme de surveillance et de rapport de l'ONU sur graves violations contre les enfants pendant les conflits armés.

«Ce qui s'est passé à Kumba est la dernière d'une série d'attaques choquantes contre les enfants et l'éducation dans les régions anglophones du Cameroun», a déclaré Sawyer. «Le gouvernement doit faire plus pour garantir que les enfants puissent étudier en toute sécurité. Les autorités devraient veiller à ce que les responsables du massacre de Kumba soient tenus de rendre des comptes, dissuader de nouvelles attaques et garantir le droit fondamental des enfants à l'éducation. »